



Bonjour à tous,

Au nom du Comité de soutien aux grévistes de la faim kurdes, auquel le CCA participe, nous avons lancé une pétition sur internet : elle reprend le texte de la pétition adressée au secrétaire général du Conseil de l'Europe par le comité pour appuyer les revendications des grévistes de la faim de Strasbourg.

Le lien est le suivant :

http://www.petitions24.net/soutenir_les_grevistes_de_la_faim_kurdes

Ils sont 15 militants kurdes, femmes et hommes, à Strasbourg en grève de la faim illimitée depuis le 1er mars au Foyer paroissial Saint Maurice, en face de l'Eglise Saint-Maurice.

Ils ont choisi ce mode d'action pour marquer leur solidarité avec les 400 prisonniers en grève de la faim depuis le 15 février en Turquie.

Il y a en Turquie actuellement plus de 9000 prisonniers politiques kurdes, dont beaucoup de députés pourtant élus, des maires, des avocats, des journalistes, des militants, ainsi que 2000 enfants. Ils sont détenus dans des conditions terribles et doivent faire face à de mauvais traitements et de la torture.

Nous vous joignons le texte de la pétition ci-dessous.

Signez, faites signer, diffuser au maximum !

à Monsieur Thorbjørn Jagland

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe

Avenue de l'Europe 67 075 Strasbourg

PETITION

Objet: prendre en considération le cri des Kurdes de Turquie

Monsieur le Secrétaire Général,

Depuis 2009, piétinant sans aucune retenue la démocratie et les libertés, le gouvernement de Turquie a

emprisonné près de 9 000 Kurdes, notamment 6 députés, 31 maires, 96 journalistes, 36 avocats, 183

dirigeants du BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie), des syndicalistes, des défenseurs des Droits de

l'Homme, des étudiants, ... et près de 2 000 enfants, connus sous le nom « d'enfants lanceurs de pierres »,

sont actuellement en prison.

Par ailleurs, l'armée turque a conduit des opérations militaires au-delà des frontières avec l'Irak, en

violation du droit international. 41 civils ont été assassinés dans ces opérations et l'arme chimique a été

utilisée.

Pour couronner le tout, les autorités turques, qui avaient entamé des négociations avec le leader incontesté

des Kurdes, monsieur Abdullah Öcalan (emprisonné depuis 1999 sur l'Ile d'Imrali), les ont interrompues et

ont placé ce dernier à un isolement total sans précédent depuis le 27 juillet 2011, en violation de toutes les

lois internationales.

De telles atteintes aux Droits de l'Homme, aussi nombreuses et aussi graves de la part du gouvernement

turc, sont injustifiables.

Afin de demander leurs cessations, 400 prisonniers politiques kurdes sont en grève de la faim illimitée en

Turquie depuis le 15 février 2012, au péril de leur vie.

Pour la même raison, 15 Kurdes d'Europe ont entamé une grève de la faim illimitée à Strasbourg depuis le

1er mars.

Ils demandent la justice, la libération d'Abdulah Oçalan et de tous les prisonniers politiques ainsi qu'une

résolution équitable et démocratique de la question kurde.

Monsieur le Secrétaire Général, nous vous demandons d'écouter le cri de ces hommes et de ces femmes et

de répondre favorablement à leurs revendications. En conséquence, il vous faut exiger du gouvernement

turc qu'il cesse ses atteintes répétées aux Droits de l'homme et l'inciter à s'engager dans la voie de la

négociation pacifique avec monsieur Oçalan, pour la résolution de la question kurde.

Sans cela, la pertinence de la Turquie à être membre du Conseil de l'Europe serait posée.

Pour notre part, nous considérons que le problème kurde n'est pas simplement celui de la Turquie, mais

également celui du Conseil de l'Europe, d'autant plus que des états-membres, la France et l'Allemagne en

particulier, ne se gênent pas pour vendre des armes au gouvernement turc.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée

Parlementaire la résolution du problème kurde ; se refuser à le faire revient, ni plus ni moins, à cautionner

l'ensemble des pratiques anti-démocratiques et attentatoires aux libertés ci-dessus évoquées.

Soyez assuré, Monsieur le Secrétaire Général, de notre vigilance active pour le respect des Droits de

l'Homme partout dans le monde en général, et sur le territoire relevant du champ d'action du Conseil de

l'Europe en particulier.

Comité de soutien aux grévistes de la faim kurdes